

Des enseignants argentins se mettent en grève pour demander des meilleurs salaires



La grève de 48 heures organisée par les enseignants du primaire et du secondaire en Argentine est suivie à 85%. Ils exigent des salaires dignes, des meilleures conditions de travail. Ces protestations pourraient être le prélude d'un vaste mouvement contre les politiques néolibérales du président Mauricio Macri.

La rentrée scolaire a dû être suspendue à cause de la grève. 12 millions d'étudiants sont restés chez eux partout dans le pays, surtout dans la capitale et dans la province de Buenos Aires où vit un tiers de la population totale de ce pays sud-américain.

Seul à Jujuy, Santiago del Estero et San Luis il y a eu des activités scolaires de façon partielle.

Les enseignants exigent du gouvernement une augmentation de salaire de 35% pour pouvoir ainsi compenser l'inflation galopante de 2016, qui a dépassé 40%, à cause entre autres, de la hausse du tarif des combustibles, du gaz, de l'électricité et des transports, décrété par le gouvernement de Macri.

Ils s'opposent aussi à un projet selon lequel il y aura des salaires différenciés dans les 23 provinces du

pays, compte tenu des possibilités économiques dans chaque endroit, car cela donnerait lieu à d'énormes inégalités dans le cas des enseignants réalisant un même type de travail.

Dans certains endroits, des hausses de salaire de 17% ont été proposées, proportionnelles aux projections officielles de l'inflation pour cette année, lesquelles ont été rejetées par la direction des enseignants qui le considèrent insuffisantes.

Lundi, des milliers d'enseignants sont descendus dans la rue dans diverses villes. Dans la capitale les enseignants se sont rassemblés sur la Place des 2 Congrès, de là, ils ont marché jusqu'au siège du ministère de l'Éducation pour exiger de nouvelles négociations.

La situation en Argentine est devenue plus complexe ce mardi après l'annonce d'une mobilisation convoquée par les 3 centrales ouvrières, des mouvements sociaux et des partis d'opposition, en rejet à la politique économique du président Macri et contre les licenciements massifs des travailleurs des secteurs public et privé.

La Chambre des petits et moyens entrepreneurs, affectés par la chute brusque de la consommation durant les 15 mois de gouvernement Macri, qui a fait s'effondrer plusieurs commerces et négociants dans tout le pays, s'est jointe à la protestation.

De grandes mobilisations organisées par des organisations féminines et sociales sont également prévues à l'occasion demain de la Journée Internationale de la Femme.

Les femmes vont protester contre la discrimination en matière d'emploi, contre la violence de genre et contre le féminicide dont le nombre de cas ne cessent d'augmenter.

Un panorama sans aucun doute complexe pour le gouvernement néolibéral, dans un pays dont l'économie connaît une récession et cela malgré une reprise discrète connue durant le dernier trimestre de l'année dernière, dans un pays où la pauvreté ne cesse d'augmenter, où le chômage et le mécontentement de la population ne cessent de s'accroître, un pays où les gens découvrent chaque jour que les promesses de changement pour du bien, de Macri, n'ont été qu'un mensonge colossal.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/123546-des-enseignants-argentins-se-mettent-en-greve-pour-demander-des-meilleurs-salaires>



Radio Habana Cuba